

Hommes politiques et hommes d'affaires sénégalais.

(novembre 1971)

Cette perspective de recherche ne se rattache au programme de travail explicité par la note commune rédigée par J. ROCH et G. ROCHETEAU et plus particulièrement au point 3 intitulé : "La libération du marché intérieur et l'infiltration des nationaux dans le secteur productif de l'économie". Elle se fonde sur l'hypothèse de départ suivante :

En raison de leur importance, les problèmes du pouvoir méritent d'être situés au centre de l'analyse de la réussite économique.

Autant que d'étudier les facteurs individuels de réussite, il est utile de mettre en évidence les facteurs socio-économiques qui peuvent la condi-

les deux domaines, le problème est de savoir si les détenteurs du pouvoir politique tendent à s'attribuer un pouvoir économique détaché de son orientation collective, si une concentration du pouvoir débouche sur une accumulation de capital au bénéfice de groupes restreints, si, par un essoufflement des forces vives nées dans la lutte pour l'indépendance, peut-être amené à se constituer une bourgeoisie de type capitaliste.

Les interrelations entre milieux dirigeants et milieux d'affaires, outre celles qui découlent du développement d'un secteur public pourront être

- au problème de la fermeture éventuelle de la classe dirigeante par un accaparement progressif des postes de responsabilité économique et la collusion des intérêts particuliers des sphères politique et économique.

- au problème des rapports entretenus avec les entreprises étrangères aussi bien dans les secteurs où dominent les libanais que dans ceux où la pénétration européenne reste affirmée, (problème du degré de coopération avec les Européens en place et évaluation de la complicité de fait qui peut s'établir derrière les paravents que constituent certains postes rémunérateurs d'administrateurs ou de gérants d'intérêts étrangers).

- au problème de la réussite économique en permettant d'apprécier dans quelle mesure elle peut être liée au mérite et au savoir, découler de la logique du système ou simplement résulter d'intrigues politiques, de la connaissance de certaines filières ou encore procéder de la nécessité de combler le vide qui découle de la pénurie réelle d'entrepreneurs par rapports aux places vacantes.

Dans quelle mesure les aides de l'Etat, souvent décisives, ne bénéficient-elles pas surtout aux "notables économiques" ayant accès à l'appareil politico-administratif ? Dans quelle mesure aussi, les règles légales, mesures administratives et complicités professionnelles ne restreignent-elles pas les possibilités d'initiatives des individus et entreprises au bénéfice des gens et institutions en place ?

- au problème enfin de la répercussion que ces rapports et liens d'intérêts particuliers peuvent avoir sur la stratégie globale du développement.